

ZIMBABWE

Encore des morts tandis que les évictions de masse se poursuivent

Index AI : AFR 46/021/2005

ÉFAI

Jeudi 30 juin 2005

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Selon des informations reçues par Amnesty International, au moins trois personnes seraient mortes – dont une femme enceinte et un enfant de quatre ans – au cours de l'éviction chaotique d'au moins 10 000 personnes de Porta Farm, un ensemble de baraquements dans la banlieue de Harare, érigés par le gouvernement il y a plus de dix ans.

« Au cours des dernières quarante-huit heures, Porta Farm – qui regroupait au moins 10 000 personnes – a été effacé de la carte. Les gens ont vu leurs vies complètement détruites – beaucoup d'entre eux sont actuellement évacués de force dans des camions par la police. Pour l'instant, nous ne sommes pas certains de l'endroit où ils sont emmenés », a déclaré Kolawole Olaniyan, directeur du programme Afrique d'Amnesty International.

Certains résidents ont résisté lorsqu'on a tenté de les évacuer de force et ont été blessés lors d'affrontements avec la police. Selon des observateurs locaux chargés de veiller au respect des droits humains, deux femmes – l'une enceinte et l'autre très malade – sont tombées ce matin des camions dans lesquels on les avait poussées, lors de la tentative d'évacuation forcée. Un enfant de quatre ans aurait été renversé par un camion. Selon des informations non confirmées, un deuxième enfant serait mort – dans des circonstances qui n'ont pas encore été éclaircies.

Amnesty International appelle à l'arrêt immédiat des évictions forcées.

Les évictions forcées de cette semaine et les morts de ce jeudi 30 juin ont eu lieu alors que l'envoyée spéciale des Nations unies, Anna Kajumulo Tibaijuka, est au Zimbabwe pour se rendre compte de la situation sur place et évaluer l'impact des évictions. Des groupes de défense des droits humains au Zimbabwe ont décrit à Anna Kajumulo Tibaijuka ce qui s'était passé à Porta Farm.

Un représentant de l'Union africaine doit également arriver au Zimbabwe ce jeudi pour une mission d'enquête. Bahame Tom Nyanduga, rapporteur spécial de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples en charge

des réfugiés, demandeurs d'asile et personnes déplacées dans leur propre pays en Afrique, sera au Zimbabwe entre le 30 juin et le 4 juillet 2005. Amnesty International salue ce geste de l'UA en vue d'examiner la situation humanitaire et relative aux droits humains au Zimbabwe et demande instamment au rapporteur spécial d'enquêter sur la situation à Porta Farm et de travailler avec les groupes de défense des droits humains et civiques autant que faire se peut.

« Nous saluons bien sûr cette visite du représentant de l'UA et attendons de lire son rapport, mais la durée de son séjour au Zimbabwe sera très brève, a déclaré Kolawole Olaniyan. Nous demandons instamment au représentant de l'UA de se rendre compte par lui-même de la situation en se rendant autant que possible auprès des populations affectées – sans se limiter aux zones qui lui seront désignées par le gouvernement. Nous espérons qu'il aura un accès sans restriction à toutes les zones. »

Complément d'information

Le gouvernement zimbabwéen avait tenté d'évacuer par la force les résidents de Porta Farm en septembre dernier en faisant usage de gaz lacrymogènes et en recourant à une force excessive. Au moins onze personnes étaient décédées en raison des gaz lacrymogènes utilisés par les forces de police. Amnesty International avait demandé qu'une enquête approfondie soit menée sur ces décès, mais à notre connaissance aucune investigation n'a été entreprise.

Depuis le 1^{er} juin de cette année, les membres d'Amnesty International adressent des communications urgentes au gouvernement du Zimbabwe, appelant à l'arrêt des évictions forcées et faisant part de leur crainte que Porta Farm ne soit la cible d'une nouvelle opération.

Bien qu'on ne sache pas de façon précise où les résidents de Porta Farm sont emmenés, certaines indications laissent à penser que certains sont conduits à Caledonia Farm, qui a été décrit comme un camp de transit. Amnesty International considère que les conditions de vie à Caledonia Farm sont extrêmement mauvaises, du fait du manque d'espace, d'abris, d'eau et de sanitaires. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>